



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'agriculture "hors" du rural ?

Mr Bernard Wolfer

Citer ce document / Cite this document :

Wolfer Bernard. L'agriculture "hors" du rural ?. In: Économie rurale. N°238, 1997. Représentation politique et sociologique du monde agricole et rural français. 2e partie. pp. 38-43;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1997.4856>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1997_num_238_1_4856

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Résumé

Le monde agricole s'est longtemps confondu avec le monde rural. Les agriculteurs s'estiment encore détenteurs de l'essentiel de la légitimité rurale. Cette légitimité ne va pourtant plus de soi. Il y a cent ans, l'agriculture occupait et nourrissait un monde essentiellement rural. Espace et activités agricoles et rurales s'entremêlaient : ouvriers, artisans, propriétaires fonciers et paysans étaient les acteurs solidaires et conflictuels d'une société aux multiples paysages, réels et symboliques. L'agriculture moderne a fait éclater cette société. L'agriculteur est devenu un entrepreneur produisant pour des marchés de plus en plus éloignés. Occupé à sa fonction productrice, il a abandonné nombre d'activités d'aménagement et d'entretien des territoires ruraux. Les agriculteurs sont minoritaires dans la population rurale. Les ruraux d'aujourd'hui (ouvriers de l'industrie, employés, cadres, retraités, résidents secondaires) ne partagent plus la culture, encore moins les intérêts des agriculteurs. Ces derniers, affranchis de la nécessité des solidarités locales, sont attentifs aux horizons du marché, moins à ceux du territoire. La rupture est difficile à reconnaître. Remembrements, érosions, pollutions, évolutions des paysages : ces sources de conflits ôtent aux agriculteurs une certaine légitimité à représenter le monde rural. Enfin le territoire rural est marqué par les pouvoirs, publics et privés. Bien que possesseurs majoritaires, les agriculteurs en maîtrisent de moins en moins l'avenir.

Abstract

Agriculture "out" of the rural ?

Agriculture has long been confused with the rural world. Farmers still estimate holders of the rural legitimacy. This legitimacy is no longer obvious. One hundred years ago, agriculture occupied and fed essentially rurals. Space, rural and agricultural activities intermingled : farmers, workers, artisans and land owners were interdependent actors of a society with various landscapes, real and symbolic. Modern agriculture has made burst this society. The farmer became an entrepreneur producing for larger markets. As producer, he abandoned maintenance activities of rural territories. Farmers are becoming a minority in the rural population. The present rurals (workers of industry, employees, pensioners, secondary residents) no longer share the culture, even less interest of farmers. These last are more attentive to the market's evolutions, less to these of the territory. The rupture is difficult to recognize. Regrouping of lands, erosions, pollutions, evolution of landscapes : these sources of conflicts subtract to farmers a certain legitimacy to represent the rural world. Finally the rural territory is marked by authorities, public or private. Although majority owners, farmers master less and less the future of the land.

L'agriculture "hors" du rural ?

Pour Fernand Braudel, cherchant l'identité de la France, il ne fait guère de doute qu'elle a été paysanne jusqu'au milieu de ce siècle. Le plus grand chambardement de ce siècle ne lui paraît-il pas de ne l'être plus (1) ? Étrange paradoxe, alors que la France est devenue la deuxième puissance agricole du monde, dans une Europe construite autour de la Politique agricole commune.

La France paysanne s'est faite par des gens attachés à des pays, des terroirs, qu'ils ont longuement élaborés, dans une diversité si grande qui en forme l'originalité. Sa puissance, de la Renaissance au XIX^e siècle, reposait sur la population la plus forte d'Europe. Malgré les vicissitudes des guerres et des famines, elle avait la capacité de nourrir et d'entretenir villes, royauté, nobles, arts et armées, puis au XIX^e siècle son développement industriel.

Jusqu'aux années cinquante, nous avons vécu dans cette France paysanne, même si elle n'était déjà plus ce que l'histoire et notre imaginaire collectif en donnaient comme représentation. Aujourd'hui, certains cultivent toujours cet attachement à une France agricole, paysanne, alors que nous pouvons nous interroger sur cette persistance : l'agriculture moderne est complètement sortie de l'ancienne France paysanne se distinguant, pour une large part, du monde rural dont elle était le pivot.

Une mutation en deux temps

Il y a deux cents ans, les trois quarts de la population étaient encore liés à l'agriculture et aux villages. Ouvriers, artisans, propriétaires fonciers et paysans étaient les acteurs, à la fois solidaires et en conflits, d'une société rurale aux multiples paysages, réels et symboliques. Roger Dion (2) a décrit magnifiquement cette France agricole et paysanne, aux terroirs hérités de nombreuses adaptations aux mouvements de l'histoire et notamment des hommes. En fait, des Frances. Celle du Nord, de l'openfield et des contraintes collectives. Celle de l'Ouest et du Centre, des grands propriétaires et des

bocages. Celle du Sud, des mélanges entre champs clos et champs ouverts, celle des paysans plus libres. Celle des montagnes, lieux de refuges et de passages, des paysans aux multiples activités, voyageurs ou reclus. Ces constructions étaient sociales, et non pas une simple adaptation aux conditions physiques ou climatiques.

Il y a cent ans, plus de 50 % de la France était encore paysanne et rurale. Elle est devenue l'objet d'attentions nouvelles, non seulement électorales (3), mais aussi économiques. Quittant la tutelle des ministères de l'Intérieur et du Commerce, elle a été dotée d'un ministère spécifique, celui de l'Agriculture. Apogée de la population paysanne et de l'occupation du territoire par les paysans. Depuis, l'exode n'a cessé de vider les campagnes, par vagues successives touchant ses diverses composantes. La guerre de 1914-1918 fut, comme le rappelle René Dumont, la dernière guerre de paysans, marquant profondément l'évolution des mentalités. La "modernité" a fait irruption dans les campagnes, déjà irriguées par les chemins de fer et les nouvelles routes, sous ses aspects les plus divers. Les machines, les industries de transformation commençaient à bouleverser les campagnes et les marchés. La guerre finie, chimie meurtrière, chars et avions se sont reconvertis dans le civil en engrais et en machines pour l'agriculture. Avec la disparition de nombreux hommes des campagnes, les femmes ont commencé à jouer un rôle nouveau, même si cela n'apparaîtra aux yeux de tous que beaucoup plus tard. La France est alors devenue un pays de monuments aux morts. C'est peut-être ce qui reste aujourd'hui de plus symbolique de la France paysanne et rurale : ils en marquent la fin.

Cet exode a touché d'abord les paysans sans terres, journaliers et saisonniers, les petits paysans, avides de terres qu'ils ne pouvaient se procurer (4). C'est que déjà, la modernisation (mécanisation, coopératives, crédit, etc.) était en marche, libérant des forces de travail qui trouvaient à mieux s'employer en ville : routes et chemins de fer y conduisaient.

1. Fernand Braudel, 1986.

2. Roger Dion, 1934. On lira aussi la première partie de son ouvrage sur le paysage et la vigne, consacré au paysage rural français et publié en 1948.

3. Les paysans étaient devenus citoyens actifs, disposant du droit de vote depuis peu : mars 1848. Cette citoyenneté est en soi une révolution, en ce qu'elle identifie le paysan, le rural à l'habitant de la cité, et lui confère une part de sa liberté.

4. Voir sur ce sujet les nombreux articles de Pierre Coulomb.

Le deuxième temps : la création d'une agriculture moderne

Dès la fin des années trente, plusieurs auteurs ont observé ces mutations, avec des regards bien différents. Michel Augé-Laribé découvrait une révolution agricole et le rôle que devaient y jouer à la fois l'État, les syndicats et les coopératives agricoles (1923, 1950, 1955). Roland Maspétiol dans *l'Économie paysanne* (1939) allait alimenter un courant corporatiste déjà vivant. Le retour à la terre trouvera des échos dans les malheurs de la seconde guerre mondiale. *L'ordre éternel des champs* (1946) témoigne d'un monde qui disparaît et qu'il veut retenir. Peut-être lui accordera-t-on d'avoir souligné la capacité des paysans à s'organiser et à se représenter comme un groupe unitaire et solidaire. Cette idéologie sera développée sous d'autres habits après la guerre.

Roger Blais publie en 1939 un ouvrage, injustement oublié, *La campagne* (réédité en 1947). Avec d'éminents géographes et agronomes, il dresse une image entre deux temps de l'agriculture française, des campagnes et du monde rural. Nous y retrouvons notamment des analyses de Jules Blache, de Roger Dion, de Roger Blais. Ils cherchent à faire partager aux urbains, auxquels est destiné ce livre, une sympathie et un respect pour ce monde en pleine évolution. Outre le chapitre lumineux de Roger Dion, il faut relire avec l'humour qu'il y mettait, celui de Roger Blais sur les routes, puissant instrument de développement d'une agriculture moderne, et d'un tourisme qui rapproche les campagnes et les villes. C'est encore un peu la France paysanne et rurale. Mais c'est déjà l'agriculture qui se mécanise, utilise des engrais, améliore plantes et animaux, en un mot l'agriculture qui accroît sa productivité.

Les livres de René Dumont (1), notamment ses *Voyages en France* et *Le problème agricole français* (1946) occupent une autre place : ils participent à une volonté politique de développement productiviste de l'agriculture française, même s'ils s'attachent à trouver les voies d'une modernisation accessible à une grande variété d'agriculteurs. N'est-il pas le "père" de la révolution fourragère, avec Pierre Chazal ? Avec René Colson, il défendra la mécanisation de l'agriculture. C'est l'affirmation d'une nécessaire mutation de l'agriculture et, avec elle, d'une rupture. L'exode rural n'apparaît plus comme un déclin de l'agriculture et du monde rural, mais comme la conséquence d'un agrandissement des fermes à la taille des machines. Il libère des hommes. Le tournant est pris. L'agriculture doit devenir une activité productive et, pourquoi pas, excédentaire : pour baisser le prix de l'alimentation et nourrir plus de monde. La question de l'alimentation, avec celle de la faim, est clairement posée comme un problème de politique. Elle ne quittera plus cette scène.

Les termes ne doivent pas tromper. Parler de la création d'une agriculture moderne, c'est prendre un parti risqué : faire croire, ou penser, qu'une volonté nouvelle est à l'origine d'une agriculture nouvelle, détachée de l'histoire et des contingences des terroirs. Or c'est à la fois vrai et faux. La volonté d'une génération de paysans, aidés par des techniciens et des politiques, de transformer complètement leurs conditions de production et de vie est indéniable. Ils ont voulu devenir des producteurs marchands et entrepreneurs tout en restant "familiaux". Ils ont largement contribué à la création d'une politique agricole qui a accompagné ce que certains n'ont pas hésité à appeler une "révolution".

Dès 1955, un numéro de la revue *Esprit*, témoigne de cette révolution en marche. René Dumont y voit l'accès d'un "prolétariat oublié" et méprisé, à un statut de producteur vivant dignement de son travail, et reconnu, enfin, par la société. Un moyen : l'intensification (2). L'intensification de la production est possible et nécessaire. Elle peut abaisser le coût des marchandises, mais, à cause de la "loi d'airain de King", elle exige l'organisation des marchés (3). Henri Mendras (4) examine les rapports difficiles du paysan et du technicien, et ne voit qu'une organisation collective pour les rendre efficaces et acceptables. Enfin, Marcel Faure explique que l'action révolutionnaire du paysan est de conserver les moyens de production qu'il risque de perdre au profit d'intérêts capitalistes. "*Tandis que le monde ouvrier devra lutter et s'opposer aux détenteurs des moyens de production, le monde paysan, lui, devra construire, organiser les moyens de production qu'il possède (...)* L'action révolutionnaire du monde paysan doit consister d'abord dans l'organisation interne de l'agriculture" (5). Tout est dit.

Tout cela est trop connu pour que nous insistions ici sur cette révolution moins silencieuse que d'aucuns ont voulu l'appeler. Tant de livres aux titres évocateurs : *La fin des paysans*, *Une France sans paysans*, *La fin d'une agriculture*, pour ne citer que les plus connus, ont célébré cet avènement comme étant d'abord le fruit d'une disparition (6). Il fut même un temps où certains ont cru au développement inéluctable d'une agriculture industrialisée, capitaliste, prolétarisant le paysan comme ouvrier ou travailleur à façon. L'intégration semblait être la première étape de la prolétarianisation. De là est peut-être né ce sentiment très fort, au moins pour deux générations de pay-

1. Roger Blais avait demandé à René Dumont de participer à l'ouvrage : *La campagne*.

2. Si René Dumont ne fut sans doute pas l'inventeur du mot, il en fut un des promoteurs les plus efficaces, en France et dans le monde.

3. René Dumont, juin 1955.

4. Henri Mendras, juin 1955.

5. Marcel Faure, juin 1955.

6. Plus récent, *Les champs du départ*, de P. Alphanéry et al, 1989, appartient à ce genre. Reconnaissons lui d'avoir pris en compte l'essentiel de l'évolution, en soulignant ses aspects négatifs, souvent à juste raison. Mais il y reste une petite once de nostalgie que nous essayons ici d'abandonner.

sans, d'avoir créé leur nouveau monde. Mais il serait faux de penser que ce sentiment soit la représentation objective de la réalité. La continuité avec un mouvement de modernisation engagé dès le XIX^e siècle est plus grande qu'il n'y paraît. Enfin, l'État, comme les circonstances du temps d'après-guerre, ont joué leur partition.

Les paysans et la politique, ouvrage collectif, dirigé par Jacques Fauvet et Henri Mendras, montre l'effort de toute une société et comment son consentement est le véritable moteur de cette transformation rapide. L'État a manifesté son intérêt, puis son soutien, enfin a légitimé par la loi, ce puissant mouvement de modernisation. Politique foncière, dès 1946, avec la loi sur le métayage et le fermage, politique de bonification des crédits, organisation des marchés, développement de la recherche, de l'enseignement, de la formation, politique d'aménagement, de remembrement, d'irrigation. Enfin vint l'élargissement des débouchés par la création du marché européen et de la Politique agricole commune.

Claude Servolin a théorisé, dans *L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste* (1), cette possibilité d'une agriculture productive et marchande dans le cadre d'exploitations familiales ne rémunérant pas directement leur capital. Il a fallu aussi que la terre, facteur toujours rigide pour le capital, puisse être concentrée aux mains des nouveaux paysans. Pierre Coulomb a démontré comment la politique agricole permettait un mouvement acceptable d'expropriation des terres des moins productifs et leur appropriation par les plus productifs (2). Une politique sociale a enfin permis d'accompagner l'exode rural, facilitée par une période de plein emploi, et surtout les premières retraites des agriculteurs âgés, cédant leurs terres aux jeunes.

L'exploitation agricole est devenue une quasi entreprise, généralement familiale, tournée plus vers le marché, moins sur son environnement direct. C'est ce que Michel Gervais a appelé "l'urbanisation des campagnes" (3). Non pas que les campagnes soient devenues des villes ou les fermes des usines. Plus simplement, la révolution agricole de ces trente années a rapproché les producteurs agricoles du marché et des comportements urbains, les intégrant dans le mode de production capitaliste. La ferme est devenue un outil de production plus qu'un patrimoine. L'agriculteur s'est promu mécanicien du biologique et gestionnaire de son territoire personnel. Sciences et industries sont devenues les "mamelles" de son travail, mais il en maîtrise de moins en moins leur création et leurs conséquences. Si la transmission des fermes reste encore largement patrimoniale, elle obéit essentiellement à des règles techniciennes et économiques. Le paysan devenu agriculteur s'est ainsi isolé du monde rural, d'autant plus inconsciemment que la plupart des services que requiert son exploitation ont quitté le monde rural proche. Le marché est européen ou mondial, que ce soit

pour ses moyens de production ou ses produits. Ses soucis le projettent directement de sa ferme au marché, à la banque, enfin à la PAC, et le conduisent toujours à la ville, proche, ou plus souvent lointaine. Enfin, il s'est donné une légitimité nouvelle de nourricier du monde. L'idéologie moderniste de la Jeunesse agricole catholique s'est appuyée sur cette vocation pour justifier les primats de la technique et du productivisme.

L'organisation interne du monde paysan, prônée par Marcel Faure, et mise en œuvre par le CNJA, puis la FNSEA de Michel Debatisse à François Guillaume, n'a pas peu contribué à cette distinction (au sens de Pierre Bourdieu) d'une agriculture moderne, d'entreprises familiales, puissamment relayées par une organisation économique et politique, sans pareil en d'autres secteurs de production. La mise en place des conférences annuelles, à partir de 1971, juste avant les débats budgétaires n'a fait que renforcer ce caractère particulier de "l'urbanisation" du monde paysan : par l'intermédiaire de ses représentants professionnels, il discutait directement avec l'État et son gouvernement, décidant de mesures souvent hors du contrôle de l'Assemblée nationale. Les paysans modernes étaient-ils devenus plus dignes d'urbanité que les citadins ?

Le rural séparé de l'agricole

Une telle affirmation peut apparaître provocatrice. Il faut donc s'en expliquer. Prenons d'abord les causes qui relèvent des paysans eux-mêmes. Du fait de l'exode rural, ils sont d'abord apparus comme les derniers tenanciers de l'espace rural. De fait, ils s'occupent, encore aujourd'hui, de la majorité du territoire rural. Ce territoire a été aménagé pour leurs besoins : remembrement des terres, enlèvement de nombreuses haies, aménagement de routes et chemins, adductions d'eau, constructions de bâtiments, individuels ou collectifs, etc. Les paysages en ont été partout transformés de façon sensible. De tous temps, les paysans ont construit leurs paysages agricoles. La nouveauté est que les modèles urbains ont marqué de leur empreinte les formes de construction et de cheminement.

Suivant encore Roger Dion, les terroirs sont des constructions sociales et n'ont cessé d'évoluer au cours des âges. Malgré tous ceux qui voient dans l'agriculture moderne une agriculture contre nature, l'agriculture n'a jamais cessé de façonner la "nature", de la forcer, jusqu'à se l'approprier : c'est une affaire de temps et donc de perspective (dans tous les sens du terme). Les terroirs existent donc toujours. Ce qui a changé, c'est le rapport de l'agriculteur au terroir et au territoire. Le terroir se réduit le plus souvent à celui de son exploitation ou de ceux de quelques voisins auxquels il est encore lié. Ce sont des morceaux de terroir qui le concernent, de moins en moins le terroir (4). De même, le territoire dont il est acteur s'est

1. Claude Servolin, 1972.

2. Pierre Coulomb, 1973.

3. Michel Gervais, 1973.

4. Excluons de notre argument, au moins pour partie, la viticulture de qualité. Lire Roger Dion, 1934.

à la fois réduit à son exploitation et étendu à ce qui lui permet d'en sortir jusqu'à atteindre le vaste monde du marché. Les solidarités rurales ne manquent pas d'en être modifiées. Les agriculteurs s'organisent entre eux (coopératives, CUMA, groupes de développement, centres de gestion, banques), excluant les autres métiers ou les annexant. Les solidarités deviennent techniciennes et spécialisées : entre céréaliers, éleveurs de porcs, de volailles, laitiers ou légumiers. La sociabilité de voisinage n'est plus entre paysans, mais entre gens de même métier ou de même statut social. La proximité ne joue plus qu'un rôle secondaire.

L'un des objectifs poursuivis par les agriculteurs modernes a été la professionnalisation de leur métier. Ne s'appellent-ils pas la "profession agricole" ? Ce faisant, ils ont abandonné un statut, d'ailleurs contestable (1), de paysan, pour accéder à une profession, celle d'agriculteur. Par la même occasion, les agriculteurs modernes ont tout fait pour se distinguer de ce qui n'allait pas dans le sens de leur professionnalisation. Pendant longtemps, les paysans ouvriers ont été considérés comme des non-agriculteurs, une simple voie de passage vers l'un ou l'autre monde, le plus souvent celui des ouvriers. Plus généralement, la pluriactivité n'a été reconnue que pour les espaces fragiles où la professionnalisation s'avérerait difficile. Or la pluriactivité représente encore 40 % de la population agricole active, même si sa part dans la production diminue (il y a des exceptions dans certains secteurs). L'installation de nombreux jeunes agriculteurs se fait aujourd'hui hors des critères professionnels définis par la politique agricole au point d'en inquiéter les syndicats. Enfin, nombre d'installations de jeunes ne pourraient réussir sans l'activité extérieure et rémunérée d'un conjoint. L'agriculteur moderne trouve là une de ses limites "internes" : le territoire agricole ne peut-être entièrement professionnalisé.

Venons en aux raisons qui ne dépendent plus des paysans. La démographie rurale a changé. La majorité des ruraux, parfois jusqu'à 75 % (2), n'est plus liée à l'agriculture. Ce sont des retraités, des ouvriers, des cadres, d'anciens ruraux, ou de nouveaux ruraux, venus de la ville. Ils ont de la campagne une représentation différente de celle des agriculteurs. Venus habiter en périphérie des villes (3), ou plus loin, grâce aux progrès des transports, ils recherchent des logements moins chers ou un mode de vie urbain sans ses inconvénients. Leurs intérêts ne sont pas nécessairement ceux des agriculteurs. La condamnation récente par un tribunal d'un coq chanteur, le déplacement de 7 à 8 heures de la sonnerie du clocher d'un village méridional sont symboliques de ces changements.

Ne pourrait-on pas parler d'une ruralisation du monde urbain ? A côté de l'urbanisation du monde agricole ? Paradoxe ? Ce n'est pas certain. De plus, des néo-ruraux occupent des places nouvelles dans les campagnes. Nouveaux types d'agriculteurs (biologiques, "fermiers"), d'artisans (construction, tourisme), et même nouveaux retraités, d'origine paysanne ou urbaine. Signe des temps : l'enseignement public agricole attire et forme de plus en plus de jeunes qui sortent de l'agriculture. Les solidarités locales ne sont plus réduites à celles de la paysannerie. De nouveaux enjeux sur le territoire et son aménagement se font jour, séparant agriculteurs et ruraux autant et parfois plus qu'ils ne les rassemblent.

Les agriculteurs, tout acquis à la recherche d'une plus grande compétitivité, ont cru pouvoir s'affranchir de ces solidarités locales, attirés par les horizons lointains de leurs marchés. Remembrements, érosions, pollutions par les engrais ou les lisiers, destructions de certains paysages ont accompagné cette nouvelle agriculture. Les voies devenus sources de conflits avec leurs voisins ruraux. Les agriculteurs, par leur activité, perdent alors une partie de leur légitimité à représenter le monde rural. Une rupture entre le monde agricole et le monde rural s'installe, dont l'issue est loin d'être encore pensée.

Le rural, en soi ou pour soi

Cette rupture ne date pas d'hier. La création de la DATAR témoignait en son temps d'une disjonction nécessaire, et pourquoi pas productive, entre le rural et l'agricole. L'aménagement du territoire rural s'est de moins en moins confondu avec le développement agricole. Mais il faut convenir que l'agriculture, grâce à la PAC, a bénéficié des meilleures parts. Pas toute l'agriculture, plutôt l'agriculture que nous avons qualifiée "d'urbanisée" (et que certains appellent aujourd'hui mondialisée, mais quelle différence ?). Les agriculteurs, eux-mêmes, par leur puissante modernisation volontaire, en sont en partie responsables (4). L'assumer serait une manière de progrès.

L'aménagement rural a quitté le ministère de l'Agriculture (5). L'aménagement du territoire a fait quelques tours au ministère de l'Intérieur. Il n'est jamais très loin de l'Équipement. Les régions y voient de plus en plus un terrain d'actions politiques, notamment en matière d'emploi (6) et d'habitat. Plus récemment, le Commissariat général au plan a dissous son secteur Agriculture. La production agricole a rejoint le secteur productif, le rural celui de

1. On ne peut que se réjouir de la perte de ce statut souvent jugé inférieur. "J'aime les paysans: ils ne sont pas assez savants pour raisonner de travers", déclaration de Montesquieu qui distille, dans son ambiguïté bourgeoise, un venin que j'ai toujours considéré méprisant. De plus, le paysan, le rustre a longtemps été opposé au bourgeois et au citadin, civilisé et raffiné : voir les multiples entrées du Robert sur ce sujet.

2. Hervé Le Bras, DATAR, 1993. Notamment les chapitres 4 et 5.

3. Phénomène analysé comme celui de la *rurbanisation*, dans le livre déjà ancien de G. Bauer et J.-M. Roux, 1976.

4. Les formes de l'intensification en élevage bovin évoquait déjà dans sa conclusion l'effet d'illusion provoqué par les modèles intensifs en tant que réussite économique et sociale. Alphandéry et al, 1980. Voir aussi Wolfer, 1982.

5. Lequel s'est appelé une fois, sur l'instigation de Jacques Chirac, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Devenu président de la République, il a créé un éphémère secrétariat d'État au Développement rural, dont le responsable a pris la direction de la DATAR après sa suppression.

6. Sur ce point, je me réfère au récent ouvrage de N. Mathieu, 1995.

l'environnement et de l'aménagement du territoire. Enfin, dans la récente Commission nationale d'aménagement du territoire, l'agriculture n'occupe plus qu'une place réduite, même si on lui témoigne certains égards.

C'est qu'en fait, le rural reste, ou redevient, un territoire marqué par les pouvoirs et ceux de la puissance publique en premier lieu. Routes, autoroutes, chemins de fer, lignes EDF, services publics, aménagements péri-urbains et touristiques : l'espace rural est "colonisé" par l'urbain. L'agriculture n'en a plus que la part productive agricole. Ce n'est pas peu, surtout à une époque où, formellement, les agriculteurs n'ont jamais été autant possesseurs de la terre qu'ils travaillent. Mais ils font partie d'un territoire dont ils maîtrisent de moins en moins l'avenir.

En tant que producteurs agricoles, ils peuvent être limités dans l'usage productif de leurs terres (gel des terres, par exemple). Ils seront de plus en plus soumis à des droits à produire ou encore à des conditions de production respectant environnement ou paysage. Ces contraintes ne sont pas spécifiques à l'agriculture et, de ce point de vue, l'agriculture est entrée dans le droit commun (1). Mais elles lui posent des problèmes nouveaux auxquels sa "révolution" récente ne l'a pas préparé à répondre (2).

L'agriculture ne pourra plus jamais être identifiée au monde rural. Le monde rural est désormais un monde en soi dont l'agriculture ne sera à l'avenir qu'une des composantes. Devenu aussi un monde pour soi, largement lié au monde urbain, il ne cesse de se créer pour lui échapper (ou pour s'en échapper).

La mondialisation de l'économie apparaît comme une concentration de l'activité et de la richesse entre plusieurs centres où les villes jouent un rôle déterminant. Elle conduit à la coupure du monde, creusant les écarts entre riches et pauvres attachés au marché, excluant les autres. Ce que Pierre Veltz (3) vient d'appeler une économie d'archipel ne concentrera pourtant qu'une partie de l'économie mondiale. Bien des marchés, pour ne pas parler des populations, resteront régis par des économies de proximité et d'éparpillement, plus propices aux futures "économies d'échelle". De plus, on peut parier que les hommes vont chercher à maintenir, ou à renouveler leurs singularités et leurs patrimoines culturels. Ainsi, en matière alimentaire, l'universalisation des échanges conduira sans nul doute au renforcement de la diversité des

façons de manger. Les goûts, loin de s'uniformiser, seront multipliés. Les rapports des hommes à l'espace et à la nature devraient connaître une évolution comparable. Les territoires ruraux pourraient tirer avantage de leurs plus faibles concentrations. En ne reproduisant pas la coupure en mondes, mais en utilisant ses territoires pour l'empêcher, le rural, et avec lui l'agriculture, pourraient avoir un bel avenir. C'est un sujet à penser, peut-être une nouvelle frontière.

Le rural en quête d'aventures

Il n'y a jamais eu et il n'y aura sans doute jamais, sauf pour les nostalgiques d'un ordre "naturel", un équilibre entre ville et campagne (4). Les rapports villes-campagnes ont longtemps été conflictuels et ils le resteront. Cependant les ruptures, ici et là montrées, sont plutôt annonciatrices de rapports nouveaux, où s'organisent des métissages paradoxaux. On ne pourra bientôt plus écrire, comme le titre d'une récente exposition : "Paysages, paysans", comme si cela allait de soi. Les paysages sont aujourd'hui urbains et ruraux, en des mélanges parfois heureux, parfois détestables. Mais ils sont ce que nos sociétés en font.

Je ne peux m'empêcher, pour conclure, de reprendre quelques mots d'un texte situationniste sur l'urbanisme : "Nous ne sommes qu'au début de la civilisation urbaine : nous avons encore à la faire nous-mêmes (...) Toutes les histoires que nous vivons, la dérive de notre vie, sont marquées par la recherche, ou le manque, d'une construction supérieure. Le changement de l'environnement fait surgir de nouveaux états de sentiments, d'abord passivement ressentis, puis qui en viennent à réagir constructivement (...) Cette sensation est si couramment admise dans l'écriture romanesque que Robert-Louis Stevenson montre un personnage qui, dans Londres, s'étonne de 'marcher si longtemps dans un décor aussi complexe sans rencontrer ne fût-ce que l'ombre d'une aventure' (*New Arabian Nights*.) Les urbanistes du XX^e siècle devront construire des *aventures*" (5).

J'ajouterais les ruralistes aux urbanistes.

Bernard WOLFER
INRA-ENGREF

1. Lire sur ce sujet le texte de Raphaël Larrère, 1996.

2. Bernard Delord et Philippe Lacombe, 1993.

3. Pierre Veltz, 1996.

4. *Villes et Campagnes*, 1994.

5. In *L'urbanisme unitaire à la fin des années 50*, 1959.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alphandéry et al. *Les formes de l'intensification en élevage bovin*. Paris, INRA, 1980, 409 p.
- Alphandéry P., Bitoun P., et Dupont Y. *Les champs du départ. Une France rurale sans paysans*. Paris, La Découverte, 1989, 265 p.
- Augé-Laribé M. *Syndicats et coopératives agricoles*. Paris, Colin, 1923.
- Augé-Laribé M. *La politique agricole de la France de 1880 à 1940*. Paris, PUF, 1950, 483 p.
- Augé-Laribé M. *La révolution agricole*. Paris, Albin Michel, 1955, 430 p.
- Bauer G. et Roux J.M. *La rurbanisation*. Paris, Le Seuil, 1976.
- Blais R. (dir). *La campagne*. 1^{re} éd., 1939, 2^e éd., 1946, 295 p.
- Braudel F. *L'identité de la France*. Paris, Arthaud-Flammarion, T 3, 1986, 477 p.
- Chazal P. et Dumont R. *La nécessaire révolution fourragère*. Paris, La France agricole, 1956, 168 p.
- Coulomb P. *Propriété privée et mode de production capitaliste*. In *Études rurales*, n° 51, 1973, pp. 27-66.
- Delord B. et Lacombe Ph. *Les agriculteurs et la société*. In Kayser B. (dir). *Naissance de nouvelles campagnes*, Paris, DATAR, L'Aube, 1993, pp. 65-86.
- Dion R. *Essai sur la formation du paysage rural français*. Tours, 1934.
- Dumont R. *Le problème agricole français*. Paris, Les éditions nouvelles, 1946, 383 p.
- Dumont R. *Voyages en France d'un agronome*. Paris, Génin, nouvelle éd. 1956, 485 p.
- Dumont R. *Un prolétariat oublié*. In *Esprit*, juin 1955, p. 910.
- Faure M. *Ouvriers et paysans*. In *Esprit*, juin 1955, pp. 917-928.
- Fauvet J. et Mendras H. (dir). *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*. Paris, Colin, 1958, 532 p.
- Gervais M. *Pour une analyse économique de l'urbanisation des campagnes*. In *Études rurales*, n° 49-50, 1973, pp. 33-41.
- INRA. *Villes et campagnes : vers de nouveaux équilibres*. INRA - Sciences sociales, mars-mai 1994.
- Larrère R. *Paysans, marchés, paysages*. Paris, Comptendu de l'Académie d'agriculture, 1996.
- Le Bras H. *La planète au village*. Paris, DATAR, L'Aube, 1993, 226 p.
- L'urbanisme unitaire à la fin des années cinquante*. In *Revue internationale situationniste*, n° 3, 1959.
- Maspetiol R. *Économie paysanne*. Paris, Médicis, 1939, 191 p.
- Maspetiol R. *L'ordre éternel des champs*. Paris, Médicis, 1946, 587 p.
- Mathieu N. *L'emploi rural. Une vitalité cachée*. Paris, L'Harmattan, 1995, 186 p.
- Mendras H. *Le paysan et le technicien*. In *Esprit*, juin 1955, pp. 917-928.
- Servolin C. *L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste*. In Tavernier Y., Gervais M. et Servolin C. *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris, Colin, 1972, pp. 41-77.
- Veltz P. *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipels*. Paris, PUF, 1996, 262 p.
- Wolfer B. *L'intensification, nécessité ou impasse ?* In *Cultivar*, n° 150, mai 1982, pp. 173-176.